

Brexit : le plafond de verre a éclaté en Europe

L'épouvantail présenté à la face de l'Europe depuis plusieurs années devient aujourd'hui une réalité douloureuse pour tous ceux qui sont attachés à l'Europe. Avec le vote franc et massif des britanniques en faveur du « leave » l'Union Européenne a la gueule de bois. Les décideurs européens, les fonctionnaires de Bruxelles, les sondages, les médias et les marchés comptaient sur le pragmatisme et le flegme des britanniques pour écarter le risque, pourtant réel, de Brexit. Les leaders de l'Union Européenne et les marchés financiers payent le prix de cette politique de l'autruche, qui démontre leur totale déconnexion, mise en exergue par tous les mouvements populistes chantres du Brexit, face à la dure réalité de l'isoloir et aux incertitudes d'un référendum.

Le Brexit est avant tout la défaite de ceux qui ont voulu stigmatiser la peur de l'inconnu, pourtant l'arme traditionnelle des populistes, aux dépens de ceux qui ont brandi leur confiance en une Grande-Bretagne « souveraine et indépendante ». Il est indéniable que le rejet de l'Europe, matérialisé par un Brexit, exprimé par près de 52% des 72% des britanniques ayant pris part à ce référendum, est porté par un euroscepticisme voire une europhobie latente en Grande-Bretagne. Cette négation de l'Europe puise sa force dans les caractéristiques et les réalités socio-économiques des anciennes terres industrielles et minières anglaises, en opposition avec Londres, ville-monde, symbole d'une mondialisation mise au pilori par l'Angleterre profonde. Il serait illusoire et contreproductif pour les europhiles d'analyser le résultat du référendum uniquement via le prisme d'une identité européenne imparfaite, ou encore à travers un excès de démagogie ou de populisme. Agir ainsi serait à jamais condamner une Union Européenne aujourd'hui amputée. Il ne faut pas se méprendre, le rejet de l'Europe par les britanniques est un rejet de la migration, de l'austérité, de la bureaucratie, des financements dédiés à l'Europe au détriment des régions en crise et d'un gouvernement perçu comme dépourvu de pouvoir au profit de Bruxelles.

Ce sentiment est d'ailleurs partagé, de plus en plus, dans certains pays d'Europe orientale et du nord. Sans une profonde refonte de l'Union Européenne, la simplification de ses procédures et l'amélioration de son fonctionnement et de sa lisibilité pour les populations européennes l'effet domino sera rédhibitoire. Avec le Brexit le plafond de verre a éclaté en Europe et, au-delà, dans les sociétés occidentales. La sortie de la Grande-Bretagne de l'Union Européenne est le résultat le plus extrême en Europe depuis l'après-guerre. De là à y voir désormais une

prédisposition des européens (et en novembre prochain des américains) à choisir des options extrêmes, populistes voire xénophobes, il n'y a qu'un pas.

Le Brexit est, en effet, une décision extrême, non seulement parce qu'elle met durablement en doute l'avenir de l'Europe mais, au-delà, parce qu'elle remet en question très clairement l'unicité du Royaume Uni. A la lecture des résultats du référendum on observe une Grande-Bretagne plus que jamais divisée. Si le Pays de Galles est la seule nation britannique avec l'Angleterre à avoir fortement voté pour le « leave », le vote massif de l'Ecosse en faveur du « remain » (63%) ouvre la voie à l'organisation dans les deux prochaines années d'un nouveau référendum pour l'indépendance. En septembre 2014 les écossais s'étaient fortement mobilisés autour du « non », mais déclaraient en filigrane leur profond attachement à l'Union Européenne, faisant de Bruxelles leur protectrice face aux volontés isolationnistes de Londres.



L'Irlande du Nord a, elle aussi, fortement voté pour le « remain » (56%). La perspective de la fermeture de sa frontière avec la République d'Irlande pourrait mettre au goût du jour l'organisation d'un référendum de rattachement à l'Eire. Le Sinn Féin, soutien du « remain » a d'ailleurs appelé, dès la publication des résultats, à l'unification des deux Irlande. Le Brexit remet, de facto, en cause l'accord de paix du « Vendredi saint » de 1998 qui était construit sur l'appartenance de Londres et de Dublin à l'Union Européenne.

L'enclave de Gibraltar a également très largement voté pour le « remain ». Le Brexit devrait indéniablement conduire à la fermeture de sa frontière avec l'Espagne. Le ministre des affaires étrangères espagnol a appelé, dans la foulée de la proclamation du Brexit, à une co-souveraineté britannico-espagnole, pendant une période limitée, qui puisse déboucher sur la restitution de Gibraltar à l'Espagne, afin que le Rocher puisse continuer à bénéficier du marché

intérieur de l'Union Européenne, seule soupape de survie de l'enclave.

Sur le plan économique et financier, l'Europe est plongée depuis l'annonce du Brexit dans le doute et l'incertitude. La Livre Sterling est à son plus bas historique depuis 1985. Les grandes bourses internationales dévissent. Les matières premières plongent, et notamment l'or, considéré comme valeur refuge. Le retrait de la 5^{ème} puissance économique mondiale, la 2^{ème} européenne, de l'UE ne se fera pas sans remous et sans dommages structurels et à long terme pour l'économie mondiale. Les experts tablent sur une récession britannique pendant les 10 prochaines années, impactant la croissance du pays de 1 à 10%.

David Cameron jusqu'en octobre et probablement Boris Johnson à partir de cette date auront comme priorité de négocier les meilleures conditions de sortie de l'Union Européenne, dans le cadre de l'article 50 du Traité de Lisbonne, tout en préservant au mieux les intérêts économiques de la Grande-Bretagne. Il est fort à parier que les 27, soucieux de stopper l'hémorragie de l' « Exit » et pour éviter de faire du Brexit un succès, ne feront pas de cadeaux à Londres. Le Royaume-Uni cherchera probablement à maintenir son accès au marché intérieur européen sur le modèle de la Suisse ou de la Norvège. L'Europe en crise et en reconstruction pourrait-elle se permettre de refuser ces conditions à la Grande-Bretagne ? Rien n'est moins sûr. Si l'agenda de retrait du Royaume-Uni de l'Union Européenne n'est toujours pas connu, nous avons tout de même une certitude : le Brexit se fera dans un contexte d'interdépendances croisées et indispensables entre la Grande-Bretagne et l'UE.

Enfin, quel impact du Brexit sur le Maroc ? Les incertitudes sur l'avenir économique et politique de l'Europe, premier partenaire du Royaume, auront certainement des répercussions sur les relations entre l'UE et le Maroc. Cependant, le Royaume-Uni, qui a toujours eu une politique diplomatique et de défense indépendante de l'UE, restera un partenaire important du Maroc et notamment en matière de lutte anti-terroriste et de coopération sécuritaire. Sur le plan économique, la Grande Bretagne et le Maroc, qui possède un statut avancé avec l'UE, devront probablement négocier, dans un avenir proche, de nouveaux accords commerciaux et donc construire de nouvelles relations économiques. A ce stade, le premier impact du Brexit sur le Maroc, risque d'être lié au départ de l'actuel Ambassadeur, Chef de la Délégation de l'Union Européenne au Maroc, Rupert Joy qui est britannique.

Brahim FASSI FIHRI

Président de l'Institut Amadeus